

# Messages clés

## COVID et établissements informels



Dans le monde entier, la pandémie Covid-19 frappera les plus vulnérables, dont un milliard de personnes, vivant dans les établissements informels et les bidonvilles. Ces zones sont densément peuplées avec une insuffisance en eau potable et en termes d'assainissement, peu ou pas de gestion de déchets, des transports publics surpeuplés et un accès limité aux centres de santé officiels. De plus, elles souffrent d'un manque de services de base, de droits fonciers et de logements convenables. Il nous faut maintenant, mettre en œuvre les préparatifs d'urgence pour permettre aux résidents de rester en sécurité et en bonne santé.

Les mesures recommandées pour prévenir la transmission du Covid-19 sont le lavage des mains, l'éloignement physique, l'auto-quarantaine, l'auto-isolement ou les larges confinements communautaires. Néanmoins celles-ci qui sont souvent impossibles dans les établissements informels. Les personnes ne disposent pas d'eau courante à la maison et doivent sortir à l'extérieur pour en trouver, et utiliser des toilettes communes. Ils vivent dans des logements surpeuplés et les familles partagent souvent une ou deux pièces. De plus, la désinformation au sujet de la crise sanitaire, peut aggraver la pandémie dans les bidonvilles où les résidents sont souvent méfiants envers les politiques et messages du gouvernement en raison de l'expérience des expulsions forcées, de la discrimination en matière d'emploi et la négligence du secteur public.

De nombreux habitants des bidonvilles travaillent en dehors du secteur formel avec des revenus instables et des économies limitées. Ils sont susceptibles de perdre leurs moyens de subsistance parce qu'avec les troubles urbains, ils sont à même de perdre leurs avantages sociaux et de ne plus pouvoir acheter eau, savon, nourriture ou traitements médicaux. Le déploiement rapide et innovant, d'une garantie de revenu de base, de produits de première nécessité et d'un filet de sécurité sociale est essentiel pour les communautés afin de lutter contre la propagation du Covid-19 dans leur quartier.

Les pertes de revenus dues aux troubles urbains et au confinement menacent la capacité des résidents des établissements informels à payer leurs loyers. En outre, ceux qui sont sans abri ou vivent dans des logements insalubres souffrent souvent de graves problèmes de santé et doivent être immédiatement placés en sécurité, avec des logements adéquats.

Dans les pays développés, les gouvernements nationaux et locaux agissent rapidement pour mettre en œuvre des plans de sauvetage financier généreux afin de sauver des emplois. Ils mettent en place des mesures pour différer les paiements hypothécaires, des moratoires sur les expulsions et la suspension des loyers municipaux.

Cependant, les défis que présentent les établissements informels, les migrants et les sans-abris subsistent dans les pays développés. Des efforts similaires des gouvernements locaux, régionaux et nationaux sont

nécessaires pour maintenir les moyens de subsistance, prévenir les expulsions, et que tous disposent d'un logement convenable tel qu'inscrit dans le droit international des droits de l'homme.

Dans le même temps, les communautés dans les établissements informels et les bidonvilles ont un puissant atout : la résilience. Ils ont une capacité immense à s'auto-organiser, identifier leurs besoins et s'adapter par des solutions innovantes à faible coût. Ils doivent être émancipés immédiatement en vue d'une réponse rapide. Les leaders traditionnels et religieux ainsi que ceux qui mobilisent la jeunesse et les femmes peuvent engager efficacement leurs communautés, en formant des bénévoles, et par des efforts de sensibilisation, si toutefois on leur en donne les moyens. Les gouvernements locaux doivent veiller à ce que les leaders communautaires aient accès à des mises à jour régulières, à un équipement et à une connectivité, afin d'engager leurs quartiers. Les mesures devraient inclure la mise à disposition d'installations à proximité pour le dépistage, l'auto-isolement et les soins de santé.

Le droit fondamental que constitue l'accès à l'eau et à l'assainissement abordable est devenue une question vitale. Le lavage rigoureux des mains est un moyen peu coûteux et très efficace pour ralentir la propagation du virus si l'accès à l'eau est assuré et abordable ainsi que le savon. Des stations de lavage des mains, reliés à des réservoirs d'eau ou par l'eau courante, combinée avec une sensibilisation à l'hygiène de base, sont essentielles. La montée en puissance de la disponibilité de ces infrastructures de base est l'une des priorités d'ONU-Habitat. Le Covid-19 a également été trouvé dans les eaux usées, donc une attention urgente doit être accordée à un assainissement sûr en particulier pour les bidonvilles qui disposent de leurs propres systèmes.

Il est maintenant temps d'agir. Les gouvernements nationaux, régionaux et locaux doivent veiller à ce que l'accent soit mis spécifiquement sur leurs plans d'intervention pour se préparer et répondre aux épidémies dans les établissements informels et les bidonvilles, et qu'ils mobilisent les partenaires et les financements adéquats.

Ceci est une prise de conscience pour nous tous, à unir nos forces pour renforcer la résilience des établissements informels et des bidonvilles, pour les protéger contre la pandémie et pour mobiliser des coalitions mondiales afin de trouver des solutions structurelles aux problèmes, les rendant si vulnérables.

En unissant nos forces, le monde peut sortir plus fort de cette crise et se rapprocher de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) en permettant aux villes et aux collectivités être inclusives, sûres, résilientes et durables, pour se développer et prospérer.

***Remarque***

***ONU-Habitat a collaboré avec la plate-forme d'action humanitaire des sciences sociales à l'élaboration d'un mémoire en rapport avec les [Considérations clés : Covid-19 dans les établissements urbains informels](#) (en anglais)***